



Assemblée générale

Distr. générale
18 août 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 71 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme
et des libertés fondamentales**

État du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, soumis en application de la résolution 46/122 de l'Assemblée générale, fait le point sur les recommandations d'aide financière et sur les décisions s'y rapportant qui ont été adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à sa treizième session. Il contient aussi des éléments d'information sur les décisions de principe adoptées par le Conseil en application des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) en vue de renforcer encore l'efficacité avec laquelle les activités du Fonds sont exécutées. Il s'agit d'une mise à jour du rapport soumis à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session (A/62/180).

* A/64/150.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Mandat du Fonds	1	3
II. Gestion et Conseil d'administration	2–3	3
III. Cycle d'approbation des aides financières et critères de recevabilité	4–10	3
A. Cycle d'approbation des aides financières	4–5	3
B. Recevabilité de nouvelles demandes et processus de sélection	6–8	4
C. Contrôle et évaluation par le Conseil et par le secrétariat	9–10	4
IV. Situation financière du Fonds	11–12	5
V. Treizième session du Conseil d'administration	13–48	7
A. Recommandations pour les aides financières	14–17	7
B. Collecte de fonds	18	9
C. Suivi des recommandations du Bureau des services de contrôle interne	19–45	9
D. Collaboration avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences	46–48	13
VI. Comment verser des contributions au Fonds	49	13
VII. Conclusions et recommandations	50–51	14
Annexes		
I. Liste des aides financières au titre de projets recommandées par le Conseil d'administration à sa treizième session		15
II. Liste d'attente des aides financières au titre de projets recommandées par le Conseil d'administration à sa treizième session		22

I. Mandat du Fonds

1. Par sa résolution 46/122, l'Assemblée générale a établi le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage en vue d'apporter une aide humanitaire, juridique et financière aux personnes dont les droits de l'homme ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Le Fonds est alimenté par des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'autres entités privées ou publiques et de particuliers.

II. Gestion et Conseil d'administration

2. En vertu de la résolution 46/122, le Fonds est administré par le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et assisté par un conseil d'administration, conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies applicables aux fonds généraux d'affectation spéciale pour l'assistance humanitaire.

3. Le Conseil d'administration se compose de cinq spécialistes de l'ONU qui ont l'expérience voulue dans le domaine des droits de l'homme et, en particulier, des formes contemporaines d'esclavage, et qui siègent à titre personnel. En décembre 2007, le Secrétaire général a nommé pour un mandat de trois ans prenant fin le 31 décembre 2010, compte dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable, les personnes suivantes : Gulnara Shahinian (Arménie), Virginia Herrera Murillo (Costa Rica), Prateep Unsongtham Hata (Thaïlande), Cleophas Kwdjo Mally (Togo) et David Weissbrodt (États-Unis d'Amérique). Le 23 mai 2008, M^{me} Shahinian a démissionné à la suite de sa nomination aux fonctions de Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences. En mars 2009, le Secrétaire général a nommé Klara Skrivankova (République tchèque) pour la remplacer.

III. Cycle d'approbation des aides financières et critères de recevabilité

A. Cycle d'approbation des aides financières

4. Les demandes d'aide au titre de projets pour 2008 devaient être présentées au plus tard le 31 décembre 2007. Les demandes recevables parvenues au secrétariat ont été examinées par le Conseil d'administration à sa treizième session, qui s'est tenue à Genève du 8 au 12 septembre 2008. Les recommandations adoptées par le Conseil à cette session ont été approuvées par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, agissant au nom du Secrétaire général. Les bénéficiaires d'aides au titre de projets doivent remettre au secrétariat du Fonds des rapports descriptifs et des rapports financiers (intermédiaires, six mois après réception d'un versement, et finals, un mois après achèvement du projet) sur l'emploi des fonds qui leur ont été octroyés. Aucune aide nouvelle ne peut être accordée tant qu'il n'a pas été rendu compte de manière satisfaisante de l'emploi des aides versées précédemment. En

outre, il est demandé aux bénéficiaires de remettre des rapports d'évaluation d'impact deux ans après la fin de l'exécution des projets.

5. La date limite pour la présentation de demandes d'aide au titre de voyages et de projets pour 2009 a été fixée au 31 mars de cette même année. Le Conseil d'administration examinera les demandes recevables à sa quatorzième session, qui doit se tenir à Genève les 17 et 18 septembre prochains.

B. Recevabilité de nouvelles demandes et processus de sélection

6. Conformément aux critères de sélection adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/122, les bénéficiaires d'aides du Fonds sont des personnes dont les droits ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Les critères de recevabilité des projets sont énoncés dans les directives du Fonds.

7. Le secrétariat vérifie que les formulaires de candidature admissibles sont conformes aux critères de sélection approuvés et, si nécessaire, sollicite de l'entité concernée un complément d'information. Il consulte également, le cas échéant, les organismes et réseaux spécialisés dont elle se recommande. Compte tenu des critères de sélection applicables, il procède ensuite à une analyse synthétique du formulaire de candidature et de l'ensemble des documents complémentaires dont la liste figure au paragraphe 43 ci-après, de façon à faciliter la tâche du Conseil d'administration. À sa session annuelle, le Conseil examine toutes les demandes jugées recevables à la lumière du formulaire de candidature, du résumé analytique élaboré par le secrétariat et de toute autre information pertinente. Conformément aux directives qu'il a adoptées, il émet ensuite des recommandations à l'intention du Secrétaire général. Après la session, le secrétariat revoit toutes les recommandations du Conseil pour s'assurer qu'elles sont conformes aux règles et règlements applicables de l'ONU dans les domaines administratifs et financiers. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme, agissant au nom du Secrétaire général, approuve alors les recommandations concernant les aides financières au titre de projets.

8. Les organisations bénéficiaires sont priées d'accepter toutes les conditions dont sont assorties les aides financières, notamment l'obligation qui leur est faite de soumettre des rapports descriptifs et financiers intermédiaires et finals sur l'utilisation des fonds dans un délai donné. Après avoir reçu cette confirmation, le secrétariat du Fonds demande aux services financiers de l'Office des Nations Unies à Genève de verser sans retard l'aide financière accordée aux entités concernées.

C. Contrôle et évaluation par le Conseil et par le secrétariat

9. Le secrétariat examine l'ensemble des rapports descriptifs et financiers reçus des organisations bénéficiaires quant à l'emploi des aides financières au titre de projets préalablement versées et sollicite, au besoin, un complément d'information auprès de ces organisations. Il peut demander d'autres renseignements sur l'organisation ou sur le projet concerné au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, s'il est présent sur le terrain, et à d'autres bureaux locaux des Nations

Unies tels que ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

10. Le Conseil d'administration et le secrétariat procèdent à l'évaluation de la façon suivante :

a) À sa session annuelle, le Conseil d'administration examine la suite donnée aux aides financières accordées au cours des années précédentes au titre de projets. S'il est satisfait du rapport présenté par une organisation, il recommande que le dossier soit clos. En revanche, lorsque le rapport n'est pas complet, il recommande que des compléments d'information soient requis auprès de l'organisation. Aucune aide financière nouvelle ne peut être accordée à ladite organisation si le Conseil d'administration n'est pas satisfait d'un rapport qu'elle a soumis;

b) Si des projets sont réalisés grâce à un financement du Fonds dans la région qu'ils représentent, les membres du Conseil d'administration peuvent se rendre sur place, tout comme le personnel du secrétariat du Fonds et des bureaux nationaux et régionaux du Haut-Commissariat;

c) Si nécessaire, les membres du Conseil d'administration entrent directement en contact avec les responsables d'un projet sur le terrain, durant les sessions du Conseil d'administration ou lors de réunions sur les droits de l'homme pertinentes, afin de mieux évaluer l'utilisation des aides financières accordées. Le secrétariat peut également rencontrer des responsables de projet;

d) Des représentants d'organisations « marraines », citées dans le formulaire de candidature, ou de réseaux spécialisés peuvent également être invités à assister aux sessions du Conseil d'administration afin, notamment, de fournir des renseignements complémentaires sur un projet ou sur une organisation, ou de répondre aux questions du Conseil d'administration et de lui donner des éclaircissements sur leurs activités.

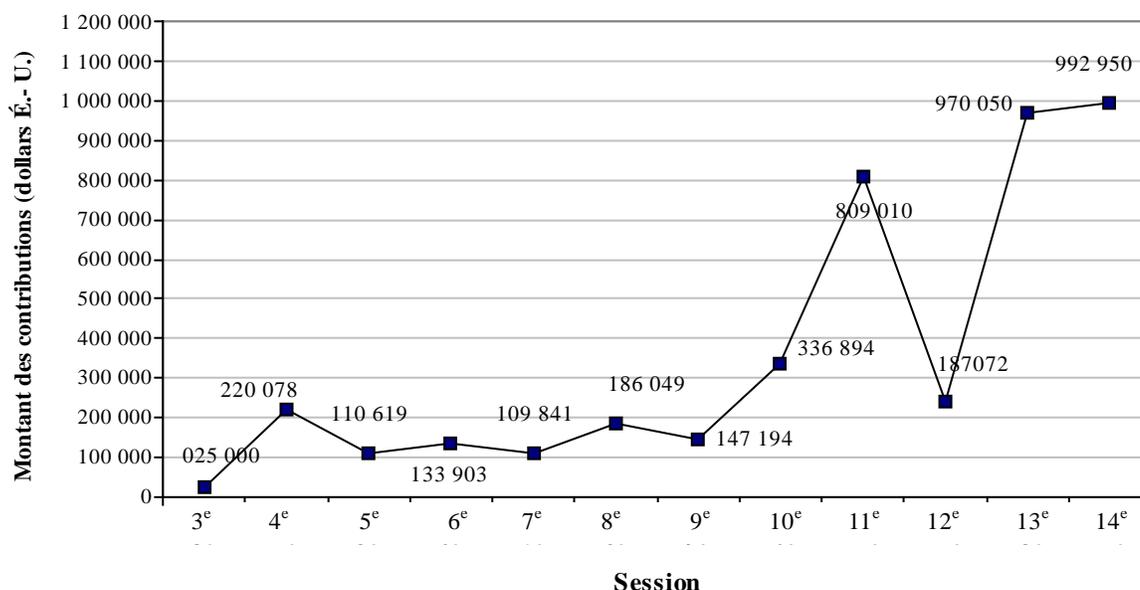
IV. Situation financière du Fonds

11. Au moment où s'est tenue la treizième session, le Fonds disposait de 970 050 dollars provenant des nouvelles contributions versées depuis la douzième session (voir tableau 1).

Tableau 1
**Contributions disponibles à la date de la treizième session
du Conseil d'administration**

<i>Donateur</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>	<i>Date du versement</i>
Afrique du Sud	6 625	Avril 2007
Afrique du Sud	5 996	Avril 2008
Allemagne	315 457	Avril 2008
Arabie saoudite	25 000	Mars 2008
Belgique	72 886	Décembre 2007
Belgique	74 404	Mars 2008
Chypre	3 600	Mars 2008
Colombie	10 000	Décembre 2007
Émirats arabes unis	29 997	Avril 2008
Finlande	77 760	Juin 2008
Grèce	41 039	Août 2007
Irlande	68 306	Juin 2007
Irlande	75 642	Mars 2008
Israël	5 000	Septembre 2007
Israël	5 000	Avril 2008
Israël	2 500	Février 2008
Japon	25 000	Septembre 2007
Luxembourg	46 656	Juin 2008
République de Corée	10 000	Décembre 2007
Saint-Siège	1 500	Mai 2007
Saint-Siège	1 500	Juin 2008
Suisse	47 619	Août 2008
Thaïlande	2 752	Janvier 2008
Turquie	10 000	Novembre 2007
Venezuela (République bolivarienne du)	5 000	Décembre 2007
Prateep Unsongtham Hata	491	Avril 2007
Gulnara Shahinian	320	Février 2007
Total	970 050	

12. Le graphique suivant montre l'évolution du montant des contributions reçues entre 1998 et 2009, par session :



V. Treizième session du Conseil d'administration

13. La treizième session du Conseil d'administration du Fonds s'est tenue au Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Genève du 8 au 12 septembre 2008. Quatre membres du Conseil y ont participé et David Weissbrodt a été élu Président. Le Conseil a tenu 10 séances pendant lesquelles il a examiné les renseignements réunis par le secrétariat quant à la situation financière du Fonds, aux activités de collecte de fonds, aux nouvelles demandes d'aide financière au titre de voyages et de projets et à la définition d'orientations pour les futures activités consacrées aux aides.

A. Recommandations pour les aides financières

14. Le Conseil a examiné 181 demandes d'aide financière au titre de projets, provenant de 48 pays et portant sur un montant de 2 490 837 dollars. Les demandes provenaient des continents et pays ci-après : Afrique (40) : Bénin (2), Burkina Faso (1), Burundi (1), Cameroun (4), Côte d'Ivoire (2), Éthiopie (1), Ghana (1), Guinée (1), Kenya (2), Libéria (1), Malawi (1), Mali (1), Nigéria (5), Ouganda (2), République centrafricaine (2), République démocratique du Congo (5), République-Unie de Tanzanie (2), Rwanda (2), Togo (2) et Zambie (2); Amériques (22) : Argentine (2), Brésil (2), Canada (1), Colombie (1), Costa Rica (3), Équateur (1), États Unis d'Amérique (3), Guatemala (2), Paraguay (1) et Pérou (6); Asie (106) : Bangladesh (4), Cambodge (1), Inde (83), Iran (République islamique d') (2), Iraq (1), Népal (5), Pakistan (5), Philippines (3), Tadjikistan (1) et Viet Nam (1); Europe et autres États (13) : Émirats arabes unis (1), Espagne (1), Fédération de Russie (6), Israël (1), Italie (1), République tchèque (1), Suisse (1) et Turquie (1).

15. À la lumière des critères de sélection, le Conseil d'administration a recommandé l'octroi de 71 aides financières au titre de projets, d'un montant total de 733 109 dollars, à l'intention de 71 organisations non gouvernementales dans 45 pays : Afrique (22) : Bénin (1), Burkina Faso (1), Burundi (1), Cameroun (1), Côte d'Ivoire (1), Éthiopie (1), Ghana (1), Guinée (1), Libéria (1), Malawi (1), Mali (1), Nigéria (3), Ouganda (1), République démocratique du Congo (2), République-Unie de Tanzanie (1), Rwanda (1), Togo (2) et Zambie (1); dans les Amériques (12) : Brésil (1), Canada (1), Colombie (1), Costa Rica (3), Équateur (1), États Unis d'Amérique (2), Guatemala (1), Paraguay (1) et Pérou (1); en Asie (27) : Bangladesh (3), Cambodge (1), Inde (11), Iran (République islamique d') (1), Iraq (1), Népal (2), Pakistan (4), Philippines (2), Tadjikistan (1) et Viet Nam (1); en Europe et autres États (10) : Émirats arabes unis (1), Espagne (1), Fédération de Russie (3), Israël (1), Italie (1), République tchèque (1), Suisse (1) et Turquie (1) (voir annexe I).

16. On trouvera au tableau 2 les statistiques pertinentes établies depuis que le Conseil a commencé à verser des aides financières en 1998, notamment le nombre de demandes de financement de projet reçues et les montants demandés ainsi que le nombre d'aides reçues et les montants alloués par le Fonds.

Tableau 2
**Statistiques relatives aux aides accordées au titre de voyages
ou de projets, 1998-2008**

<i>Année</i>	<i>Nombre de candidatures admissibles^a</i>	<i>Montant demandé (dollars É.-U.)</i>	<i>Nombre de demandes approuvées</i>	<i>Montant alloué (dollars É.-U.)</i>
1998 ^b	23	800 000	5	27 000
2000	25	552 236	17	83 500
2001	23	330 000	18	148 700
2002	39	600 000	21	121 000
2003	55	743 990	28	130 920
2004	43	553 275	20	150 700
2005	63	696 057	25	215 330
2006	89	1 026 445	47	590 156
2007	129	1 625 732	33	269 200
2008	181	2 190 837	71	733 109

^a Chaque année, parmi les demandes adressées au Fonds, une cinquantaine sont irrecevables car elles ne cadrent pas avec son mandat, arrivent après la date limite fixée ou sont incomplètes.

^b En 1997, la totalité des crédits (23 850 dollars) avait été utilisée au titre d'aides financières et aucune nouvelle contribution n'avait été versée en 1998.

17. Le Conseil a également recommandé qu'une liste de réserve de 15 aides financières au titre de projets soit constituée, pour un montant total de 108 000 dollars, afin de venir en aide à 15 organisations non gouvernementales en Inde (voir annexe II).

B. Collecte de fonds

18. Le Conseil a tenu sa réunion annuelle avec les gouvernements donateurs, réguliers ou récents, les gouvernements intéressés et d'autres donateurs. Y ont participé des représentants de l'Arabie saoudite, du Canada, du Danemark, de la Finlande, de la Grèce, d'Israël, de la Malaisie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Saint-Siège, de la Suisse et de la Thaïlande.

C. Suivi des recommandations du Bureau des services de contrôle interne

19. Suivant la recommandation du Conseil à sa onzième session, le BSCI a procédé à un examen général des activités du Fonds de novembre 2006 à janvier 2007. Il s'agissait d'étudier les incidences de ces activités sur les groupes cibles et de vérifier que les aides financières étaient accordées dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU et des directives du Fonds, ainsi que d'évaluer l'efficacité et la viabilité des modalités d'établissement de rapports et de contrôle du Fonds. En juin 2007, le BSCI a publié son rapport final, qui comprenait 21 recommandations.

20. Globalement, il est ressorti de l'évaluation du BSCI que le Fonds honorait son mandat et que ses activités avaient une incidence positive sur les victimes des formes contemporaines d'esclavage. Le BSCI a souligné que le Fonds présentait des caractéristiques uniques : il vient en aide à de petites organisations qui travaillent à l'échelon local, se concentre sur des problèmes que les gouvernements sont souvent réticents à reconnaître et confère de la crédibilité à des initiatives nouvelles, dont les responsables peuvent ainsi avoir accès à d'autres sources de financement pour poursuivre leur développement.

21. Afin de donner suite aux 21 recommandations du BSCI, le Conseil a rencontré une de ses représentantes, qui a souligné les progrès réalisés par le secrétariat dans l'application des recommandations et a noté une nette augmentation du nombre de demandes et de contributions reçues.

Recommandations 1, 2 et 3

22. Le BSCI a recommandé que le Conseil établisse, en vue de la sélection des bénéficiaires, des directives plus détaillées et assorties d'indicateurs clefs relatifs aux formes contemporaines d'esclavage; donne la priorité à certaines de ces formes, en particulier celles dont ne s'occupent pas déjà d'autres organisations internationales; soutienne des projets reposant sur une stratégie qui s'attaque aux causes premières du problème, associée à une assistance directe et à des activités génératrices de revenus en faveur des victimes de formes contemporaines d'esclavage.

23. Conformément à ces recommandations, le Conseil d'administration a élaboré et adopté provisoirement une version révisée de ses directives, qui devra être utilisée par les organisations en 2009, et de nouvelles orientations qui comprennent des indicateurs clefs relatifs aux formes contemporaines d'esclavage. Il y a inclus des dispositions spéciales destinées à encourager les organisations non gouvernementales à élaborer des projets durables assortis de mesures visant à

s'attaquer aux causes premières de l'esclavage moderne, associés à une assistance directe et à des activités génératrices de revenus en faveur des victimes de formes contemporaines d'esclavage. Il a également décidé de demander aux bénéficiaires de présenter des rapports d'évaluation d'impact deux ans après l'achèvement de leur projet, afin de permettre une meilleure évaluation de sa viabilité.

Recommandation 4

24. Le BSCI a recommandé au Fonds d'envisager d'établir des liens à plus long terme avec les organisations qui fournissent une assistance directe, en leur accordant un soutien financier sur une période de deux à trois ans.

25. Le Conseil a élaboré et adopté provisoirement de nouvelles directives et orientations qui comprennent des dispositions concernant une politique de financement sur deux ans, sous réserve de la disponibilité des fonds.

Recommandation 5

26. Le BSCI a recommandé au Conseil d'administration d'inviter les candidats à axer leurs propositions de projet sur le renforcement de capacités au moyen d'activités comme l'assistance technique ou la formation.

27. Les nouvelles directives et orientations ont été assorties de dispositions invitant spécifiquement les candidats à consacrer une partie des aides financières reçues à des activités de renforcement de capacités, par exemple en faveur de l'éducation aux droits de l'homme, de la gestion de projets et de la formation. En outre, le Conseil a décidé de demander aux organisations non gouvernementales d'associer les bénéficiaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets.

28. Le Conseil a également souligné que ses membres devraient s'attacher plus activement à dispenser à certaines organisations non gouvernementales des régions qu'ils représentent, sans incidence financière pour le Fonds, des programmes de formation axés sur le renforcement des capacités.

Recommandations 6 et 7

29. Le BSCI a recommandé que soit amélioré l'accès à l'information disponible sur le site Web du Fonds, ce qui aura plusieurs effets : facilitation de l'établissement de partenariats et de l'échange de meilleures pratiques entre les bénéficiaires, meilleure sensibilisation au problème de l'esclavage et visibilité des réalisations rendues possibles par le Fonds.

30. Après avoir étudié la nouvelle version du site Web du Fonds élaborée par le secrétariat, qui comprend des liens vers d'autres organisations s'occupant des questions d'esclavage, des exemples de réussites et un répertoire d'autres sources de financement pour les projets destinés à aider les victimes de formes contemporaines d'esclavage, le Conseil a recommandé qu'elle soit mise en ligne. Il a aussi recommandé que soit constitué un recueil des meilleures pratiques tirées des rapports descriptifs établis à la fin de l'année d'exécution de chaque projet et qu'il soit publié. Il a en outre recommandé que son propre rapport soit adressé aux organisations non gouvernementales et aux bureaux extérieurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

31. Le Conseil a examiné le répertoire des organisations non gouvernementales actives dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, établi par le secrétariat, et a recommandé qu'y soient incluses des organisations non gouvernementales locales.

Recommandation 8

32. Le BSCI a recommandé au Conseil d'administration de se concentrer davantage sur les grandes questions comme l'établissement de priorités pour le développement futur du Fonds, la collecte de fonds, le contrôle et les compétences techniques des organisations non gouvernementales, par exemple, afin de mieux répondre aux besoins des victimes de l'esclavage sur le long terme.

33. À sa treizième session, le Conseil d'administration a consacré une journée aux questions d'orientation et de stratégie en vue de répondre aux besoins des victimes de l'esclavage sur le long terme.

Recommandation 9

34. Le BSCI a recommandé que soit mis en place un mécanisme officiel de suivi et d'évaluation, qui permette de s'assurer que les aides financières accordées sont utilisées aux fins prévues.

35. Conformément aux recommandations du BSCI, le Conseil a recommandé de mettre en œuvre des projets de suivi à intervalles réguliers. Le secrétariat devrait établir des rapports sur les visites effectuées sur les sites d'exécution de projets pour examen par le Conseil à sa session annuelle. Le Conseil a recommandé que soient effectuées deux missions sur le terrain avant le versement de nouvelles aides financières en décembre 2008 et que 4 % du budget total du Fonds soient alloués à ces missions. Il a recommandé que les bureaux extérieurs du PNUD soient informés de toute mission d'évaluation qui serait prévue et de profiter de visites sur le terrain pour prendre contact avec les organisations, en particulier dans les régions touchées qui n'ont présenté que peu de demandes. La première mission sur le terrain a été effectuée du 2 au 11 novembre 2008 par un membre du Conseil d'administration (Prateep Ungsongtham Hata) et le secrétariat du Fonds pour présélectionner et contrôler 13 bénéficiaires et bénéficiaires potentiels d'aides du Fonds en Inde (Andhra Pradesh). Les conclusions et recommandations seront soumises à l'examen du Conseil à sa quatorzième session.

36. Le Conseil a également conçu et adopté de nouvelles présentations pour les rapports financiers et les rapports récapitulatifs en vue de renforcer le contrôle et l'évaluation des bénéficiaires.

Recommandation 10

37. Le BSCI a recommandé que soit mis en place un système de gestion de l'information, qui permette un contrôle et un suivi efficaces des aides financières.

38. En application de cette recommandation, le Haut-Commissariat a élaboré un nouveau système de gestion des aides financières, qui permet d'assurer le suivi des rapports financiers et descriptifs, la production de statistiques sur le nom, le sexe et l'âge des victimes qui reçoivent une aide et le type d'assistance dispensée dans le cadre des divers projets financés; il permet aussi aux organisations de faire rapport en ligne.

Recommandation 12

39. Le BSCI a recommandé que le Haut-Commissariat accentue encore ses efforts de collecte de fonds afin qu'il soit possible de diffuser plus d'informations sur l'objectif et l'incidence des activités du Fonds.

40. Une réunion sur la collecte de fonds a été tenue le 19 février 2008, à laquelle ont participé des donateurs et d'autres gouvernements intéressés, l'objectif étant de débattre de l'orientation du Fonds pour l'avenir. De plus, 15 réunions bilatérales ont été organisées avec des représentants de missions permanentes.

Recommandation 13

41. Le BSCI a recommandé que le cycle de traitement des demandes et d'octroi des aides financières du Fonds soit remanié. Le Conseil a adopté un nouveau cycle d'octroi des aides financières au titre de projets pour 2010, à savoir :

- a) Date limite de présentation des demandes d'aide au titre de projets pour 2010 : 31 mars 2009;
- b) Session annuelle du Conseil d'administration : septembre 2009;
- c) Versement des aides : octobre à décembre 2009;
- d) Présentation des rapports financiers et des rapports descriptifs intermédiaires : 30 juin 2010;
- e) Présentation des rapports financiers et des rapports descriptifs : 28 février 2011.

Recommandations 15 et 16

42. Le BSCI a recommandé au Haut-Commissariat de mettre en place une politique de présélection plus complète et plus économique pour veiller à ce que les aides financières sollicitées par des candidats fiables soient approuvées au moindre coût et en coordination avec les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat et du PNUD et d'autres partenaires compétents, ce qui permettra de vérifier que les nouvelles entités candidates existent bel et bien.

43. Le Conseil a conçu et adopté de nouvelles modalités de présélection des demandes, ainsi que de nouveaux formulaires de demande qui exigent des candidats qui s'adressent au Fonds pour la première fois qu'ils fournissent des documents supplémentaires, à savoir : un certificat d'agrément de l'organisation; ses statuts; une copie des documents attestant l'identité des signataires autorisés pour les opérations bancaires; des copies de relevés bancaires sur six mois; deux lettres de recommandation; une attestation d'autres sources de financement. Le secrétariat se mettra également en contact avec les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat et du PNUD pour vérifier l'existence et la qualité officielle de toutes les entités candidates.

Recommandation 18

44. Le BSCI a recommandé au Haut-Commissariat d'exiger des bénéficiaires qu'ils signent un accord détaillé préservant les intérêts du Fonds et comprenant une obligation de coopération dans le cadre des évaluations de projet, de présentation de rapport, de mise à jour des documents attestant la façon dont l'aide financière a été

dépensée et de remboursement de l'aide en cas d'escroquerie, de détournement ou d'irrégularités de gestion.

45. Un nouvel accord type, contenant toutes les dispositions voulues, est désormais utilisé par le secrétariat.

D. Collaboration avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

46. Le Conseil s'est entretenu avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, afin de réfléchir aux modalités d'une collaboration. La Rapporteuse spéciale est convenue de participer aux processus de contrôle et d'évaluation des bénéficiaires, ainsi que de présélection des nouveaux candidats, et de contribuer au renforcement des capacités des bénéficiaires lors de ses missions sur le terrain.

47. Dans le droit fil des recommandations 6 et 8 du BSCI, le Conseil a décidé d'allouer 10 000 dollars aux organisations non gouvernementales pour permettre aux bénéficiaires d'aides de participer à des réunions régionales, sous-régionales et nationales organisées dans le cadre des missions sur le terrain de la Rapporteuse spéciale.

48. Le 10 septembre 2008, les membres du Conseil et la Rapporteuse spéciale ont organisé, dans le cadre de la neuvième session du Conseil des droits de l'homme, une réunion avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressés, en vue de débattre de la collaboration entre le Fonds et la Rapporteuse spéciale. Y ont participé des représentants de l'Azerbaïdjan, de Bahreïn, du Bélarus, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des États Unis d'Amérique, d'Israël, de la Finlande, de la France, des Pays Bas, de la Suède, de la Suisse et de 14 organisations non gouvernementales. Plusieurs États ont indiqué qu'ils étaient favorables à une collaboration entre le Fonds et la Rapporteuse spéciale.

VI. Comment verser des contributions au Fonds

49. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres entités privées et publiques peuvent verser des contributions au Fonds. Les donateurs sont priés de faire figurer sur l'ordre de paiement la mention suivante : « For the Slavery Fund, account SH » (À destination du Fonds pour la lutte contre l'esclavage, compte SH). Pour obtenir des renseignements sur la procédure à suivre, les donateurs sont priés de contacter le secrétariat à l'adresse suivante :

Secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies
pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse
Téléphone : + 41 22 928 9737 ou 41 22 928 9164
Télécopie : + 41 22 928 9066

VII. Conclusions et recommandations

50. On s'emploie à renforcer les méthodes et les procédures régissant le fonctionnement du Fonds, afin de permettre un examen rigoureux des demandes d'aide financière et de l'exécution des projets. Le Fonds suscite un intérêt accru parmi les organisations non gouvernementales qui viennent en aide aux victimes de l'esclavage. En 2008, quelque 220 demandes d'aide ont été reçues, pour un montant total de 2 490 837 dollars. Le Conseil a été en mesure de recommander l'octroi d'aides financières s'élevant à 733 109 dollars. En 2009, quelque 320 demandes d'aide ont été reçues, pour un montant total de 4 340 226 dollars. On a donc enregistré une augmentation notable du nombre des demandes, mais aussi un accroissement bienvenu du montant des contributions des donateurs. Néanmoins, le Fonds ne dispose toujours pas de ressources suffisantes pour faire face à une demande et à un besoin d'aide qui vont s'amplifiant.

51. Les donateurs actuels et potentiels sont encouragés à renforcer leur soutien au Fonds afin de lui permettre d'intensifier l'aide cruciale qu'il apporte aux victimes de l'esclavage. S'agissant du prochain cycle, les donateurs sont invités à verser leurs contributions au Fonds avant juillet 2010, de sorte qu'elles puissent être dûment comptabilisées par le Trésorier de l'ONU avant la session annuelle du Conseil.

Annexe I

Liste des aides financières au titre de projets recommandées par le Conseil d'administration à sa treizième session

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Charitable Development Society of Bangladesh	Bangladesh	Survie des esclaves de la communauté rakhain, qui ont été gravement touchés par le cyclone Sidr dans le district de Barguna	7 000	Versement en deux tranches Paiement dans les meilleurs délais
Development Activities of Society	Bangladesh	Assistance aux femmes au foyer et aux employées de maison victimes de la violence et de la torture	7 700	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Platform of Women's Empowerment and Rights	Bangladesh	Autonomisation des femmes analphabètes issues des couches les plus défavorisées et des employées de maison adolescentes réduites en esclavage	15 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Enfants solidaires d'Afrique et du monde	Bénin	Projet de formation et de sensibilisation des acteurs sociaux, des juristes, des forces de sécurité, des organisations de la société civile, des élus et des enfants sur le thème « Droits et protection des enfants victimes de la traite »	5 000	Versement en deux tranches Paiement dans les meilleurs délais
Centro pela Justiça e o Direito Brasil International		Campagne pour l'élimination du travail servile	12 200	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Groupe de recherche Action pour un développement endogène de la femme rurale du Burkina	Burkina Faso	Projet Venegre sur la « Prévention de la traite des enfants et des femmes »	5 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Unissons-nous pour la promotion des Batwa	Burundi	Activités de recherche et enquête sur le servage dans quatre provinces du Burundi	6 000	Paiement dans les meilleurs délais
Virakpheap Komar Krong Palin	Cambodge	Scolarisation d'enfants précédemment astreints à un travail	12 355	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Lelewal Barka	Cameroun	Autonomisation financière des femmes Mbororo afin de les libérer de l'esclavage marital	9 000	Versement en deux tranches Paiement dans les meilleurs délais
New Opportunities for Women (NOW)	Canada	Programme pour la promotion d'une vie saine	5 000	Paiement dans les meilleurs délais
Asociación de autoridades tradicionales Wayuu Mareywayuugama de la Zona del Cerro de la Teta	Colombie	Création de réseaux de facilitation	5 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Alianza por tus derechos	Costa Rica	Promouvoir une réinsertion communautaire ouverte de personnes victimes de l'exploitation sexuelle et de la traite	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Defensa de niñas y niños – Internacional	Costa Rica	Mise en place de stratégies régionales afin d'assurer le suivi du Rapport mondial sur la violence à l'encontre des enfants Lutte contre la violence sur le lieu de travail telle qu'elle se manifeste à l'encontre des enfants, des filles et des adolescents qui travaillent en tant qu'employés de maison, dans le cadre de la campagne mondiale contre le travail des enfants en Amérique centrale, au Mexique et dans la région des Caraïbes	10 000	Paiement dans les meilleurs délais
Defensa de niñas y niños – Internacional	Costa Rica	Protection des filles, des garçons et des adolescents migrants qui risquent d'être victimes de la traite des êtres humains. Promotion de stratégies collectives de prévention de la traite des êtres humains dans la communauté de Los Chiles	12 000	Paiement dans les meilleurs délais
La Strada – République tchèque	République tchèque	Programme complexe d'assistance à long terme, assorti de conseils juridiques susceptibles d'aider les victimes de la traite à reprendre en main leur vie	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Solidarité avec les victimes et pour la Paix	République démocratique du Congo	Prévention de la prostitution des filles et de leur contamination par le VIH/sida	6 825	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Œuvres sociales pour le développement	République démocratique du Congo	Prise en charge des bébés abandonnés à la naissance et lutte contre la vente illicite de ces derniers	9 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Fundación ecuatoriana futuro humano y ecológico	Équateur	Élimination du travail servile des enfants et de l'exploitation sexuelle des enfants à Taisha	9 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
World Vision Ethiopia	Éthiopie	Projet de Chenchà visant le trafic des enfants	8 000	Paiement dans les meilleurs délais
Friends of Suffering Humanity	Ghana	Centre de réadaptation des enfants qui travaillent (Bridge School)	5 300	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Asociación de desarrollo Tinamit Junam	Guatemala	Possibilités d'éducation en faveur des filles et des adolescents autochtones	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Apne Aap Women Worldwide	Inde	Élimination de la prostitution intergénérationnelle et de l'esclavage des filles de la communauté nutt	7 000	Paiement dans les meilleurs délais
Bharati Educational Society	Inde	Élimination durable du système mathangui par le biais d'une action multisectorielle, de campagnes de sensibilisation du public et du redressement économique des victimes de ce système, soumises à l'esclavage sexuel	7 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Curie Educational Society	Inde	Prorogation d'une proposition d'autonomisation des Basivinis par le biais de programmes d'émancipation par l'éducation	14 928	Versement en deux tranches Paiement dans les meilleurs délais
Jansi Mahila Mandali	Inde	Réadaptation d'enfants atteints de malformations, asservis, mendiants, handicapés ou eunuques, toxicomanes ou prostitués	15 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Kasthriba Mahila Mandali	Inde	Protection des enfants contre les formes cruelles de travail des enfants	15 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Mahila Seva Samithi	Inde	Renforcement des capacités des travailleurs adultes asservis, notamment des femmes, ainsi que celles des enfants (surtout les filles qui sont particulièrement exploitées)	14 980	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Rural Education and Welfare Society	Inde	Réhabilitation des travailleurs ruraux soumis au travail servile et des enfants travaillant dans les mines, sur les terres agricoles ou assurant des travaux domestiques ou autres	8 280	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Society for People's Economic & Educational Development	Inde	Autonomisation des Basivinis par le biais de régimes de microprojets d'activités génératrices de revenus	15 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Sri.K.Pitchi Reddy Educational and Welfare Society	Inde	Mesures de démarginalisation et programme de développement en faveur des femmes et enfants mathang qui sont victimes de pratiques traditionnelles d'esclavage sexuel au nom de Dieu	14 990	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Vedika	Inde	Donner à la communauté les moyens de venir en aide aux enfants victimes de diverses formes d'esclavage	15 000	Paiement dans les meilleurs délais

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Weaker Sections Organizations for Rural Training and Health	Inde	Autonomisation des femmes marginalisées et des enfants qui travaillent par le biais du microcrédit	7 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Omid-e-Mehr Foundation	Iran (République islamique d')	Projet de centre d'hébergement d'Omid	15 000	Paiement dans les meilleurs délais
New Iraqi Woman Organization	Iraq	Cours de formation des orphelins de guerre portant sur l'informatique, la couture, la céramique et la menuiserie	13 750	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Kav LaOved-Worker's Hotline	Israël	Travail forcé et trafic de travailleurs migrants; aide aux travailleurs népalais vivant en Israël	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Focus – Casa dei Diritti Sociali	Italie	Prévention et lutte contre les formes contemporaines d'esclavage des demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée (à Rome et dans le Latium)	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Club Union africaine Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Réinsertion socioprofessionnelle des enfants qui travaillent dans les plantations de la Côte d'Ivoire	8 000	Paiement dans les meilleurs délais
Volunteers to Support International Efforts in Developing Africa	Libéria	Mise en œuvre de mesures visant à mettre fin aux abus sexuels et à la servitude domestique	6 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Peace in God Organization	Malawi	Atténuer l'acuité du phénomène du travail des enfants et de la prostitution des enfants par le biais d'activités génératrices de revenus	12 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Groupement des artisans ruraux d'Intadeyné	Mali	Aider les employés de maison touaregs à retrouver leur dignité, améliorer leur statut et leur condition de vie par le biais d'un programme d'alphabétisation et la sensibilisation aux droits de l'homme	8 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Rugmark	Népal	Activités d'inspection, de surveillance et d'homologation visant principalement à faire reculer le travail des enfants	8 000	Paiement dans les meilleurs délais
Children-Women in Social Service and Human Rights	Népal	Renforcer le mouvement en faveur des droits des employés de maison au Népal	14 990	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation	Nigéria	Réadaptation et prestation de services d'accompagnement psychosocial aux victimes de la traite des êtres humains	14 581	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Network for Justice and Democracy	Nigéria	Lutte contre le travail des enfants	13 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Silverline Development Initiative	Nigéria	Initiative contre le travail des enfants par le biais d'activités de sensibilisation menées auprès de la collectivité et de l'assistance éducative	12 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Insan Dost Association	Pakistan	Élimination de la torture et du travail servile par le biais de la mise en œuvre de la loi sur le travail en usine	10 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Pakistan Rural Workers Social Welfare Organization	Pakistan	Intégration des mesures de soutien visant les enfants victimes de la traite, y compris ceux qui sont employés comme jockeys de chameau dans les États du Golfe	10 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Association for Network for Community Empowerment	Pakistan	Lutte contre l'esclavage par l'éducation	14 500	Versement en deux tranches Paiement dans les meilleurs délais
Bonded Labour Liberation Front Pakistan	Pakistan	Émancipation par l'éducation	15 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Global Association	Paraguay	Venir en aide aux femmes et aux enfants violés et exploités	8 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Movimiento El Pozo	Pérou	Protéger les femmes et les filles des abus sexuels	10 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Kyabaan Association, Inc.	Philippines	Fournir des services de soutien psychosocial et juridique aux femmes et aux enfants vivant dans la prostitution	10 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Visayan Forum Foundation, Inc.	Philippines	Fournir aux femmes et jeunes de la ville de Manille une formation aux technologies de l'information afin d'améliorer leurs perspectives économiques, de prévenir la traite des êtres humains et d'autonomiser les victimes de la traite	15 000	Versement en deux tranches Paiement dans les meilleurs délais
Action contre l'exploitation des enfants et des femmes	Guinée	Soutien pour le suivi socioprofessionnel et éducatif de 50 enfants victimes de la traite dans les 5 communes de Conakry	9 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Institute of Non-Discriminative Gender Interrelations/Crisis Centre for Women	Fédération de Russie	Fournir aux victimes de la traite des services complexes de réinsertion	10 000	Paiement dans les meilleurs délais
Interregional Civic Organization Siberian League of Women Voters	Fédération de Russie	Projet de création d'un foyer d'aide aux victimes de la traite, au Centre d'action pour les femmes et la société	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Centre for Assistance to Victims of Violence and Human Trafficking	Fédération de Russie	Renforcer les capacités de lutte des milices contre la traite et l'exploitation sexuelle des enfants	12 250	Paiement dans les meilleurs délais
Solidarité Femmes 3 x 3	Rwanda	Projet de rattrapage scolaire et d'apprentissage à la technologie de fabrication de la tuile en vibromortier en faveur des enfants utilisés dans les travaux domestiques	10 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Proyecto Esperanza/Adoratrices	Espagne	Services d'appui complets aux femmes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Terres des hommes	Suisse (Mali)	Protection des servantes à Bamako	15 000	Paiement dans les meilleurs délais
Vivere	Suisse (Émirats arabes unis)	Protection des victimes de la traite des êtres humains dans les Émirats arabes unis	10 000	Paiement dans les meilleurs délais
Modar	Tadjikistan	Fourniture de produits de première nécessité aux victimes de la traite en transit lors d'un rapatriement	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Muungano Community Based Organization	République-Unie de Tanzanie	Établissement d'un projet d'aviculture en faveur des enfants victimes du travail servile et de la prostitution	10 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Association mondiale des orphelins et des enfants abandonnés	Togo	Prévention du travail des enfants	13 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Association Île de développement	Togo	Organisation d'un atelier de formation des enseignants du primaire consacré à la loi relative au trafic d'enfants	10 000	Paiement dans les meilleurs délais
Human Resource Development Foundation	Turquie	Amélioration de l'identification des victimes de la traite des êtres humains en Turquie	8 000	Paiement dans les meilleurs délais
Uganda Youth Development Link	Ouganda	Mise en place d'un environnement protecteur qui reconnaisse, mette en valeur et protège les enfants de la traite des êtres humains par le biais d'activités de sensibilisation à Kampala	10 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Safe Horizon, Inc.	États-Unis d'Amérique	Programme de lutte contre la traite, initiative en faveur du logement	12 000	Paiement dans les meilleurs délais
Minnesota Advocates for Human Rights	États-Unis d'Amérique (Népal)	Projet d'école communautaire de Sankhu-Palubari	12 000	Paiement dans les meilleurs délais
Center for Studies and Applied Sciences in Gender, Family, Women and Adolescents	Viet Nam	Mise en place de clubs et de services d'orientation fiables facilitant la réinsertion des victimes de la traite	14 980	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Media Network on Orphans and Vulnerable Children	Zambie	Réseau d'intervention et de sauvetage	5 000	Versement en deux tranches En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes aient été reçues
Total : 71 projets			733 109	

Annexe II

**Liste d'attente des aides financières au titre de projets
recommandées par le Conseil d'administration
à sa treizième session**

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Amugampalle Rural Development for Poor Society	Inde	Appui économique de longue durée aux personnes les plus défavorisées et marginalisées ainsi qu'aux travailleuses asservies devenues libres	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Association for the Social, Educational and Charitable Activities for the Poor Communities	Inde	Programme de réadaptation des enfants qui travaillent à Renigunta, dans le district de Chittoor	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Community Development Society for Weaker Sections	Inde	Protection des droits humains de la femme et développement des femmes pauvres des zones rurales	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Development of the Underprivileged through Integrated Economical Services	Inde	Lutte contre la discrimination dont sont victimes les Hijrah	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Konaseeman Educational Society	Inde	École d'enseignement de la publication et de l'impression assistées par ordinateur	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
North Eastern Regional Domestic Worker's Welfare Trust	Inde	Programme d'action pour l'amélioration des conditions de travail et pour la protection des droits des employées de maison des États du nord-est	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Padma Mahila Mandali	Inde	Réadaptation des enfants exploités par le travail	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
People's Development Society	Inde	Esclavage sexuel des filles, des femmes et des enfants	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Décision concernant l'octroi d'une aide financière</i>
Rural Development Women Welfare Society	Inde	Autonomisation des femmes des communautés tribales par le biais des droits constitutionnels et du développement économique	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Secunderabad Don Bosco Navajeevan Society	Inde	Campagne en faveur des droits de l'enfant : alimentation complémentaire, réadaptation, orientation professionnelle et services de placement pour les enfants des rues et les enfants qui travaillent	7 000	
Social Agricultural Children's Education and Women Development	Inde	Protection des droits de l'enfant des filles et élimination de l'esclavage domestique	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Social Economic Assistance for Rural and City Habitants	Inde	Aider les femmes et les filles dalit à lutter contre l'exploitation sexuelle	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Society for Action Rural Awareness and Development	Inde	Améliorer la situation des enfants qui travaillent en prenant des mesures intégrées et en assurant leur éducation en vue d'un futur prometteur	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Voluntary Action for Integrated Development Society	Inde	Programme de protection sociale contre les risques et de développement à l'intention des Devadasis, considérés comme des prostituées religieuses	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Weaker Sections Organization for Rural Training and Health	Inde	Autonomisation des femmes marginalisées et des enfants qui travaillent, par le biais du microcrédit	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires aient été reçues au sujet de l'organisation Versement en deux tranches
Total : 15 projets			108 000	